

Cantons

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz = Protection civile, protection de la population, protection des biens culturels = Protezione civile, protezione della popolazione, protezione dei beni culturali**

Band (Jahr): **48 (2001)**

Heft 6

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Edito romand

Et maintenant...

Depuis le 11 septembre 2001, chacun s'accorde à dire que rien ne sera plus comme avant. Et en Suisse? Apparemment, on fait comme si nos frontières, nos montagnes et nos banques nous mettaient à l'abri. Les rares commentaires officiels (notamment ceux du laboratoire AC de Spiez) sont laconiques et rassurants. De son côté, l'OFPC a publié un communiqué donnant connaissance du nombre d'abris et de masques de protection à disposition de la population.

Pourtant, on pourrait avoir l'impression que notre population ne se sent pas véritablement rassurée. L'essai des sirènes dans le canton de Vaud, inhabituel dans les heures et mal annoncé, a flanqué une belle pagaille dans les centraux téléphoniques d'urgence.

Ceci dit, quelles sont les conséquences de cette vague de terrorisme sur l'orientation de la future LPPop? On ose croire que les responsables du Kernteam se sont posé la question. Par exemple, on perçoit que notre système fédéraliste ne facilite pas l'échange d'informations. Or, en mettant l'accent sur une trop forte cantonalisation de la protection de la population, le système devient lourd à gérer lorsqu'il s'agit d'agir au niveau national. Pour éviter de trop grandes disparités d'un canton à l'autre, il paraît nécessaire qu'un OFPC – ou un autre nom dès la mise en vigueur de la nouvelle loi – conserve des tâches prédominantes (par exemple dans le domaine de l'information, de la formation et du matériel, voire dans des directives particulières à l'intention de tous les partenaires).

A priori, cela ne semble pas insurmontable en ce qui concerne une institution comme la protection civile. Pour l'instant, elle «conserve» des structures quasi identiques dans tout le pays, que ce soit en matière de formation ou de matériel. Pourra-t-on encore l'affirmer lorsque la LPPop aura déployé ses effets, en 2003 ou 2004?

René Mathey



A Ernen, Réginald Stoll explique les travaux effectués par ses hommes.

UN VASTE ENGAGEMENT DE LA SÉCURITÉ CIVILE GENEVOISE

Du côté d'Aletsch

Pendant trois semaines, plus de 300 hommes de la Sécurité civile genevoise ont participé à une vaste opération de remise en état dans la région de Fiesch. Chaque semaine, une visite des différents chantiers a été organisée à l'intention de différentes personnalités et des médias. *action* a suivi la visite du conseiller d'Etat genevois Robert Cramer, chef du DIAE, accompagné par Madeleine Bernasconi, maire de Meyrin, et de Robert Schorer, maire de Thônex. Au nom des autorités valaisannes, c'est Jean-René Fournier, conseiller d'Etat et chef du DSI, qui a reçu cette délégation.

RENÉ MATHEY

L'OPC Aletsch, puisque c'est ainsi que se nomme cette région PCI, forme le centre de la vallée de Conches. Elle regroupe huit communes comptant 3000 habitants. Région éminemment touristique, elle ne pouvait faire face seule à la remise en état de chemins

pédestres et autres passerelles avant l'arrivée des touristes. D'autant que ces communes couvrent une surface très importante.

Cantonement et logistique ont été placés dans le «Feriendorf» de Fiesch, à l'exception d'un groupe d'une dizaine de personnes logées à Bettmeralp, que dirigeait Réginald Stoll. Comme il l'a expliqué aux invités du jour, les différents chantiers étaient, pour la plupart, fort éloignés les uns des autres. Après quelques kilomètres en Pinzgauer, il fallait encore se «taper» une marche d'approche sur des sentiers escarpés. Quasiment livrés à eux-mêmes, les groupes d'interventions ont dû faire preuve, non seulement d'huile de coude, mais d'un savoir-faire et d'un esprit d'invention qui a forcé l'admiration de la population.

Dans l'impossibilité de visiter l'ensemble des chantiers, les invités se sont rendus à Ernen et à Mörel.

De la nécessité des bisses...

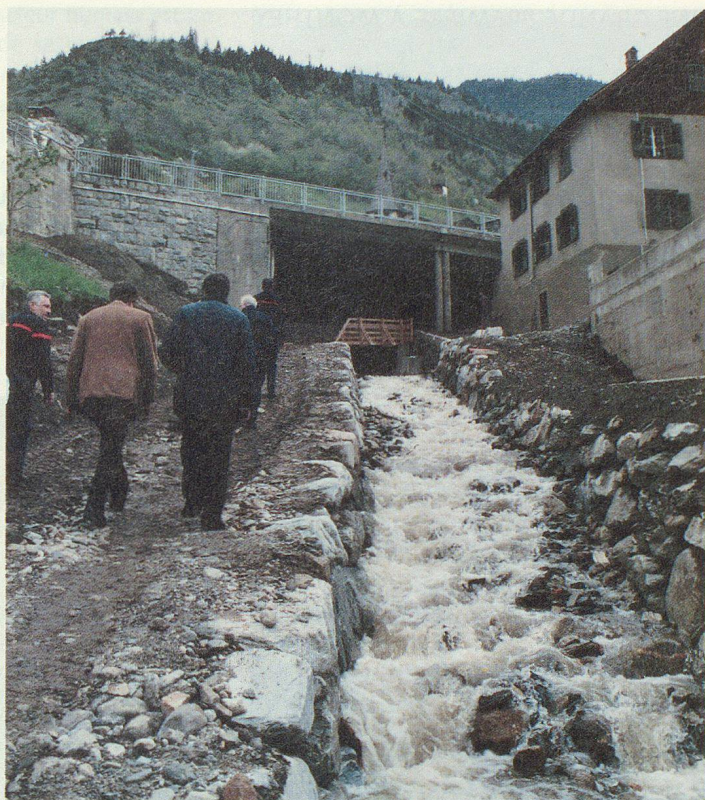
Première halte à Ernen. Autrefois chef-lieu de la vallée de Conches, ce village est probablement l'un des plus intéressants du Valais pour ses nombreuses maisons du XV^e au XVII^e et du XVIII^e siècle. Dont sa superbe église paroissiale Saint-Georges, construite en



Willy Clausen, président de la commune d'Ernen, reçoit Jean-René Fournier et Robert Cramer.



Jean-René Fournier et Marianne Imfeld, présidente de la commune de Mörel.



Les rives du torrent ont été nettoyées et sécurisées (la ligne sombre sur le bâtiment donne une idée de la hauteur de la vague).



Robert Cramer, Jean-René Fournier, Madeleine Bernasconi et Roger Schorer «signent» la passerelle refaite par les hommes de la Sécurité civile genevoise.

1510 et sa non moins belle mais curieuse maison de Tell datant de 1576 et dont les murs sont ornés d'une fresque représentant la légende de notre héros national. Le village est inscrit à l'inventaire des biens culturels et est classé parmi les biens d'importance nationale. Du côté de Mühlebach, il reste encore les colonnes de l'ancien gibet. La légende raconte que quelques suppliciés ont été sauvés par des demandes en mariage. D'où, peut-être, la survivance d'un mythe populaire qui dit «se pendre» pour exprimer le mariage.

C'est une grande partie du réseau des bisesses qui a occupé les hommes de la PCI. Fortement endommagé par les intempéries, il a

fallu curer, dévier, reconstruire des paliers, etc. Selon des spécialistes, les bisesses ne servent plus à l'arrosage, mais ils permettent encore d'évacuer les eaux de pluie en excès. Ce qu'a d'ailleurs bien confirmé le président de la commune, Willy Clausen, dans son message de bienvenue et de remerciements.

Pour Robert Cramer, c'est un exemple qui démontre bien la nécessité de ce rapprochement des différentes forces de secours (sapeurs-pompiers, PCI) que souhaite la future loi sur la Protection de la population et que le canton de Genève a d'ores et déjà intégré dans un service dit de «Sécurité civile». Robert Cramer a aussi dit la chance du canton

de Genève que l'hydrologie, la nature du terrain épargne le territoire d'un certain nombre de catastrophes. Raison pour laquelle il paraît normal que Genève vienne en aide à ceux qui sont particulièrement touchés.

Jean-René Fournier s'est dit très touché et reconnaissant aux autorités genevoises d'avoir permis, une fois de plus, de venir au secours du Valais. En réponse à un souci exprimé par le président de la commune, Jean-René Fournier a expliqué la philosophie qu'adopte le canton pour ce que l'on appelle la fusion de communes. Pour lui, il s'agit surtout de se doter de moyens communs permettant d'éviter que la population ne soit classée en zone «avec» et «moins». Et c'est aussi une réponse à la nature particulière d'un canton de montagnes avec ses beautés et ses dangers.

Du côté de Mörel

A Mörel, les invités ont été reçus par Marianne Imfeld, présidente de la commune. C'est une coulée de boue et de roches, en provenance d'un torrent, qui a submergé la route cantonale en emportant au passage quelques passerelles, en amont et en aval, notamment du côté de Ried-Mörel, dans les gorges. Après l'intervention des sapeurs-pompiers de la commune lors des intempéries, ce sont les hommes de la Sécurité civile genevoise qui ont nettoyé le lit du cours d'eau. Il a fallu également récupérer et refaire un escalier et une passerelle sous la route cantonale. Plus bas, les hommes ont débarassé les bois et autres graviers des champs bordant le Rhône. □

UNE GRANDE PREMIÈRE À MONTHEY

«SISMO» ou les «angoisses» d'un EM communal

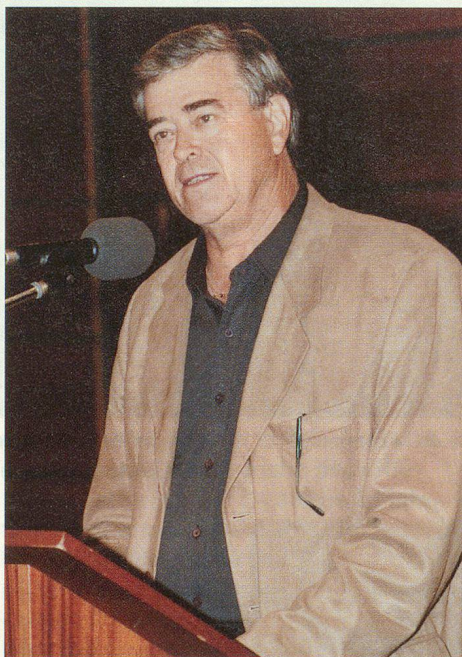
Cet exercice est le plus grand jamais organisé en Valais. Mais au-delà d'une simulation de tremblement de terre qui a vu la mise en œuvre de plus de 400 personnes, ce grand chambardement visait à «tester» les capacités de conduite d'un état-major communal. En point de mire: collaboration interservices (pompiers, armée et Pci qui ont fourni le gros de la troupe), état de préparation du détachement d'intervention catastrophe du Bas-Valais; tout cela dans le cadre que propose la future LPPop.

RENÉ MATHEY

On ne peut passer sous silence l'engagement et la motivation de l'ensemble des partenaires. D'autant que l'exercice, étalé sur deux jours, prévoyait aussi des interventions de nuit. Que dire aussi des 150 figurants, dont la patience et la résistance ont été mises à rude épreuve, notamment le second jour,



Daniel Comte, chef du détachement catastrophe du Bas-Valais.



David Schnyder: «Ce genre d'exercice est nécessaire; il se poursuivra, parce qu'il est riche en enseignements.»

froid et pluvieux. Coup de chapeau aussi aux 45 écoliers qui, dans la joie et la bonne humeur, ont passé la nuit à Choex. Sans parler de la cuisine, chargée de nourrir tout ce monde.

Pour le détachement d'intervention du Bas-Valais, c'est un accessit bienvenu. Il aura montré ses capacités d'intervention et sa rapidité de mobilisation. Il a été prêt dans les temps. Pour Daniel Comte, patron du détachement: «C'est une première dans le canton. D'habitude, les décisions d'intervention sont préparées et l'on se contente d'exercer les forces d'intervention sans véritablement «voir» d'où proviennent les ordres. C'est d'autant plus intéressant que c'est l'événement qui a dicté les mesures décidées par l'autorité politique communale.»

Au sujet de l'autorité politique communale, il n'est pas inutile de souligner le courage dont elle a fait preuve en se lançant dans l'aventure d'une des composantes essentielles de la «gestion» d'une catastrophe: la condui-



Jean-Charles Marchetti, conseiller communal et patron de l'état-major, s'est montré très satisfait.



L'heure de la critique au Crochetan.

te. Même si l'EM communal agissait dans le confort tout relatif d'une catastrophe simulée, les décisions devaient être prises; elles l'ont été.

Sur un autre plan, l'information aura aussi été à la hauteur d'un tel exercice. Il faut savoir que dès sa naissance, le détachement régional, par la volonté de Daniel Comte, dispose d'un groupe info qui assure toute la communication externe et interne. D'ailleurs, les échos dans la presse et la TV (même romande!) ont été qualifiés d'excellents.

Dans les arcanes du scénario

C'est sur la demande du canton du Valais, par son Service de la sécurité civile et militaire que la commune de Monthey a accepté de servir de base pour un exercice qui, à l'origine, devait être dédié au détachement régional. Dans les diverses discussions, il s'est avéré, compte tenu de l'évolution de la situation (environnement valaisan, future nouvelle Loi fédérale LPPop) qu'il serait bon d'y associer un EM communal – avec sa cellule CECA – ainsi que les partenaires naturels de la PCI.

Il faut dire aussi que le choix de Monthey n'est pas anodin. D'abord, il s'agit d'une ville d'une certaine importance, comportant une géographie très diversifiée. Ensuite, son Service de sécurité civile regroupe le service du feu, la protection civile, les affaires militaires et la gestion de toutes les mesures de prévention visant à la sécurité de la population. Enfin, last but not least, le commandement de la Sécurité civile de la commune a été confié à Marie-Claude Ecœur.

Ainsi, Marie-Claude Ecœur a été, non seulement la cheville ouvrière de cet exercice mais aussi le chef de l'intervention. Pendant près d'une année, avec l'aide de Michel Karlen de Grône et de ses spécialistes, le scénario a été patiemment monté. Pour renforcer le rôle de la conduite (dont on peut préciser que l'EM ignorait tout de son déroulement et de ceux qui y étaient impliqués), il a été décidé d'y introduire une régie. Animée par Michel Constantin, instructeur de l'OFPC, cette régie a été chargée «d'animer» la cellule de crise en distillant, comme cela se produit dans une phase réelle, des informations réelles et virtuelles. Parmi les apports d'une «régie» dans un tel exercice, on peut citer l'exacerbation du facteur humain.

Autre point, l'arbitrage des différents intervenants a été confié à des professionnels de la protection civile des cantons de Genève et Vaud. Cet élément comporte au moins deux avantages. Tout d'abord, il garantit une critique plus objective des événements. Ensuite, il apporte une série d'enseignements, de préceptes même, directement utilisables pour leur propre organisation.

Quelques enseignements

Pour Marie-Claude Ecœur, un des premiers enseignements de ces deux jours a été, certes, de nouer de nouveaux contacts et de

constater combien le facteur humain est important, mais surtout de se rendre compte comment était gérée l'intervention des différents partenaires. Par exemple, avec sa formation et son commandement au niveau des sapeurs-pompiers, la perception de l'organisation PCI lui paraissait plutôt contrastée. Or, force est de constater que la PCI est une authentique organisation, solide et fiable, lors même qu'à l'inverse des sapeurs-pompiers, elle n'est pas constamment sur le terrain.

Plus difficile, mais riche en questionnements de toute nature a été le fonctionnement de l'EM communal, confronté à un événement de grande envergure. Visiblement, la bonne volonté ne suffit pas. Pour Marie-Claude Ecœur, l'organisation des secours s'éloigne du rôle purement «politique» des autorités pour rejoindre celle de la vision d'urgence. Ce qui signifie que lors d'une catastrophe, ce sont les choix, on dira le classement des faits en zones d'où se dégageront des priorités et des choix, souvent difficiles à faire.

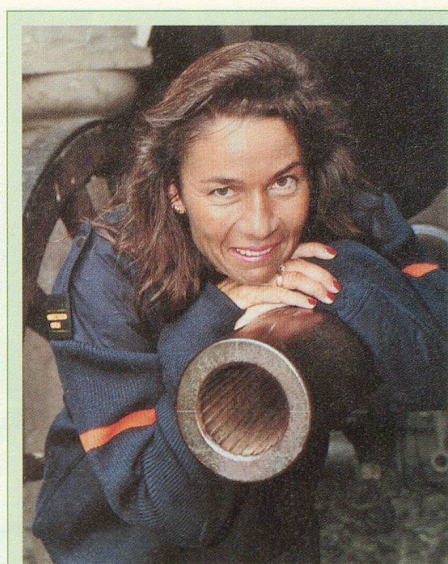
Incontestablement, la formation de ces EM doit être renforcée de façon à obtenir une «osmose» entre le politique et la vision des professionnels qui constituent «l'exécutif» dans le terrain et qui participent au travail de l'état-major.

En marge de l'exercice SISMO

Qui pouvait se douter, lors du déroulement de cet exercice, que des événements terribles allaient se produire aux USA? Au-delà de l'aspect terrifiant de ces attentats terroristes et de l'émotion bien compréhensible qui ne fait qu'ajouter un stress supplémentaire, ce qui s'est produit notamment à New York pourrait se rapprocher des effets d'un tremblement de terre.

Lors d'une première lecture (à chaud) on peut se rendre compte de l'importance du facteur humain et des réflexes qu'il génère. Ajoutons encore, et les images l'ont montré, que dans la chaîne des secours, «les bras» demeurent un élément primordial. Si beaucoup de moyens lourds ont été engagés, il n'en demeure pas moins vrai que des milliers de sauveteurs sont intervenus pour débayer des gravats, en se passant des bidons de plastique de main en main.

Lors du congrès de la FSSP à Martigny, un expert allemand, Christian Brauner, a lâché: «Les catastrophes ont de l'avenir!» Il serait bon de s'en souvenir lors des débats parlementaires qui seront consacrés à la LPPop. A la lumière (si l'on ose dire) des récents événements, la Confédération devra revoir à la hausse le rôle fédérateur qui lui appartient et qui paraît dramatiquement minimisé dans le projet de loi. □



Portrait express

Marie-Claude Ecœur est une de ces (trop) rares femmes responsables d'un service de sécurité civile regroupant le Service du feu, de la PCI, de la colonne de secours, les affaires militaires de la commune ainsi que le service de sécurité global de Monthey.

Née en 1965, sous le signe de la Balance (avec une ascendance Bélier), elle a fait toutes ses «classes» dans le Service du feu. Lorsqu'elle parle de «ses hommes», il y a une lueur qui s'allume dans ses yeux. Consciente des différences entre Service du feu et PCI, notamment par rapport aux missions et à leurs complémentarités, elle avoue volontiers pratiquer un style de commandement quelque peu différent. Mais ne vous y trompez pas, elle sait aussi faire parler la poudre. Pour une femme, même de cette trempe-là, cela implique une disponibilité extrême et des réponses «pointues» aux questions. Quant à la vie privée: joker!

Manifestement, pour Marie-Claude Ecœur, cet exercice est réussi, notamment en raison des nombreux bogues survenus. Comme elle le dit elle-même: «Je suis très fière d'avoir pu constater le niveau élevé que l'on trouve dans la PCI, malgré le fait que cette institution intervient assez rarement, par rapport au Service du feu, et qu'elle souffre d'une image assez terne. Finalement, j'ai l'impression que la PCI ne sait pas se vendre!»

Si le tremblement de terre, à l'image de l'exercice SISMO, est un danger que l'on ne peut exclure, le site chimique de Monthey en est un autre. Imaginez un instant le résultat d'un tremblement de terre de l'intensité prévue par le scénario (6,0)... sur le site? Ainsi, pour Marie-Claude Ecœur, la prévention joue un rôle capital. Pas seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans l'information des citoyens. □